



S.A. au capital de 357 089,80 euros
19, avenue James de Rothschild – 77164 Ferrières en Brie
RCS Meaux : 420 181 448

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

EXERCICE CLOS AU 31 MARS 2009

L'activité de ce premier semestre de l'exercice 2008/2009 a été influencée par de nombreux éléments qui sont retracés dans les comptes et que nous allons préciser dans ce rapport.

ACTIVITES – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE

Depuis l'adoption le 2 juin 2006 par le Tribunal de commerce de MEAUX, d'un plan de continuation, NEOVIA a réorganisé son modèle économique en se repositionnant sur le secteur de la réception numérique par satellite. Ce repositionnement a été concrétisé par le lancement d'une mini antenne plate en 2006, l'antenne NEO V100 à polarisation verticale. Cette antenne a notamment été distribuée au Groupe Canal + ce qui a permis à la Société d'étendre ses référencements auprès de la grande distribution, des grossistes spécialisés et des installateurs agréés.

En décembre 2007, NEOVIA a lancé un nouveau modèle d'antenne à double polarisation NEOVH 200, ce produit n'a pas reçu l'acceptation technique de la société ASTRA et a donc été réservé à des marchés exportation et « free to air » en France. Ce produit a assuré la transition entre le modèle NEOV 100 et le modèle le plus abouti NEOVH 300.

Le 29 août 2008, la société a obtenu d'ASTRA l'acceptation technique de sa nouvelle mini antenne plate double polarisation, l'antenne NEO VH300 à polarisation horizontale et verticale permettant la réception de tous les satellites dont la diffusion est centrée sur le territoire européen. NEOVIA avait auparavant déjà enregistré une commande la part de la société CANAL+ de 16100 antennes de ce nouveau modèle NEOVH 300 qui était soumise à l'acceptation technique du produit par la société ASTRA (opérateur de diffusion satellitaire de CANAL+) suivant la procédure détaillée dans le rapport annuel d'activité de l'exercice 2007/2008.

En raison des délais prolongés d'acceptation technique, qui est intervenue en août 2008, la commande CANAL+ n'a pu être livrée qu'à hauteur de 25% de sa valeur sur le semestre écoulé. Il reste donc 75% de cette même commande à livrer sur le deuxième semestre de l'exercice, ce qui permettra d'enregistrer une évolution plus favorable du chiffre d'affaires. Cette commande et la validation technique du produit permettent aussi d'installer de manière plus pérenne la commercialisation de l'antenne NEO VH300 dans la grande distribution et chez les installateurs de réception satellite.

La société CANAL+ a indiqué à NEOVIA qu'elle souhaitait recentrer, à compter de l'exercice 2009, son action marketing sur les contenus et que les actions de remboursement de l'antenne seraient réservées à la

souscription d'abonnement sur le site Internet de CANAL+. Cette décision exclut tout retournement rapide du chiffre d'affaires à l'aide d'une campagne publicitaire télévisuelle de l'opérateur sur le produit mini antenne NEOVIA comme cela avait été le cas fin 2006. Néanmoins, CANAL+ a confirmé sa volonté de voir l'antenne intégrer son offre commerciale qui se décline dans la distribution. Ceci devrait se traduire par un référencement permanent de l'antenne chez l'ensemble des clients NEOVIA à un prix de vente de 99€, prix promotionnel accordé dans le cadre d'une souscription à un abonnement CANAL+.

Par ailleurs, durant ce semestre NEOVIA a continué de développer ses futurs produits et notamment la gamme JOAIO et les décodeurs TNT SAT. La société est confiante dans les perspectives de ces marchés sur la fin de l'exercice 2008/2009 .

La société a aussi procédé à de nombreuses réductions de ses frais généraux sur cette période suivant le tableau détaillé ci-dessous :

En euros	1 ^{er} avril 2008 au 30 septembre 2008	1 ^{er} avril 2007 au 30 septembre 2007	Réduction	
Autres achats	6 570	49 368	-42 798	-87%
Sous-traitance générale	31 657	-131 797	163 454	124%
Crédit-bail	7 905	36 907	-29 003	-79%
Location et entretien	64 376	97 924	-33 548	-34%
Assurance	13 349	22 082	-8 733	-40%
Autres services extérieurs	1 544	8 808	-7 263	-82%
Honoraires	193 275	347 879	-154 603	-44%
Publicité	35 133	55 971	-20 838	-37%
Transport	28 918	50 474	-21 556	-43%
Déplacements	47 940	135 249	-87 309	-65%
Frais postaux & de télécommunications	10 280	24 071	-13 791	-57%
Autres prestations de services	3 674	8 150	-4 477	-55%
Frais généraux	444 621	705 085	-260 464	-37%
Impôts	16 720	60 123	-43 404	-72%
Salaires et traitements	313 713	570 839	-257 126	-45%
Charges sociales	142 949	229 603	-86 654	-38%
Salaires et charges sociales	456 662	800 442	-343 780	-43%

La société a réduit ses frais généraux de 37% tout en tenant compte de la ligne sous-traitance qui avait réduit le montant global des charges en 2007 suite à la résolution du litige avec la société AEVUM. Les salaires et

charges sociales ont été réduits de 43%. Enfin, NEOVIA a procédé à un plan de licenciement économique au cours de l'été 2008 pour 3 employés. Les effets de cette dernière baisse d'effectif seront visibles sur le deuxième semestre de l'exercice.

Dans son rapport financier annuel au 31 mars 2008, la société a attiré l'attention des actionnaires sur un risque existant concernant la continuité de l'exploitation de NEOVIA, ce risque étant motivé par la conjonction de doutes sur le succès de l'acceptation technique de l'antenne NEOVH300, sur le délai de commercialisation des nouveaux produits déjà présentés ou à venir et sur le faible niveau de trésorerie de la société.

Le risque d'acceptation technique de l'antenne NEO VH300 est à présent levé, ceux concernant le faible niveau de trésorerie et la commercialisation de nouveaux produits sont détaillés au paragraphe "risque de liquidité" du présent rapport.

Chiffre d'affaires

Le semestre écoulé a été marqué par une nouvelle période d'attente imprévue qui a lourdement pesée sur le chiffre d'affaires et les résultats intermédiaires de la société. Le chiffre d'affaires réalisé par la Société au cours du premier semestre 2008/2009 s'élève à un montant de 1.476k€ comparé à un montant de 3.111k€ au premier semestre 2007/2008 soit une décroissance de 52% telle que présentée ci après:

Données en k€	1 ^{er} semestre 08-09	1 ^{er} semestre 07-08	1 ^{er} semestre 06-07
Chiffre d'affaires	1 476	3 111	3 178
France	1 242	2 979	3 115
Export	234	132	63

La décomposition du chiffre d'affaires par type de produits est présentée ci après :

Données en k€	1 ^{er} semestre 08-09	1 ^{er} semestre 07-08	1 ^{er} semestre 06-07
Chiffre d'affaires	1 476	3 111	3 178
Antennes	1 481	2 473	2 427
Téléviseurs Ecrans plats, Produits divers	(6)	625	711
Autres	1	13	40

Durant le premier semestre de l'exercice 2008/2009, en l'absence de nouveaux produits disponibles, le chiffre d'affaires ne s'est concrétisé que grâce à l'activité antenne et en dehors de la promotion commerciale exercée par CANAL+. Il s'agit donc de ventes d'antennes opérées sur le marché non subventionné (free to air et TNT

SAT). Le prix relativement élevé de l'antenne freine des ventes plus volumiques. Les ventes NEOVIA se situent aux alentours de 3000 antennes par mois, en France et sur les premiers pays européens prospectés.

La société considère qu'il s'agit du chiffre d'affaires le plus faible possible dans un environnement de consommation normal. En effet, de nombreux éléments négatifs se sont conjugués sur cette période:

- Retard dans le développement des produits antennes et des produits "Joao";
- Attente prolongées de la validation technique de l'antenne et en conséquence livraison partielle de 25% de la commande de CANAL+
- Montée en puissance d'un concurrent (SELSAT) sur un marché réduit en l'absence des opérateurs.

Etat d'endettement de la société :

La société considère que son niveau d'endettement lié à l'adoption du plan de continuation est à présent stabilisé.

Les modalités d'apurement du passif, dont le passif bancaire, égal à 10.201k€ au 30 septembre 2008, résultent du plan de redressement par voie de continuation arrêté par le Tribunal de Commerce de Meaux le 2 juin 2006.

L'échéance de juin 2007 d'un montant de 741K€ a été payée en intégralité.

L'échéance de juin 2008 d'un montant de 698 K € a été payée en intégralité.

Compte tenu du remboursement de l'échéance de juin 2008 et des différents ajustements du plan, les montants restant dus au 30 septembre 2008 sont les suivants :

Créanciers	Montant à payer sur 10 ans	Paiements en juin 2008	Restant du après ajustements
Banques	10 817 286 €	616 335	10 200 951 €
Fournisseurs	680 136 €	37 479	637 109 €
Clients	165 508 €	8 126	157 382 €
Salariés	301 €	16	285 €
Organismes sociaux	41 030 €	2 159	38 870 €
Etat	601 165 €	20 766	580 399 €
Associés	239 400 €	12 600	226 800 €
TOTAL	12 544 826 €	697 481	11 841 797

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

- Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- Provision pour garantie

Le coût de SAV de l'activité "antennes satellite" étant couvert par les gratuités accordées par le fournisseur, aucune provision n'a été constituée dans les comptes au 30 septembre 2008.

PRESENTATION DES COMPTES SEMESTRIELS

Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 2008/2009 s'établit à 1.476K€ contre 3.111K€ pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1.550k€ contre 5.635K€ pour le premier semestre de l'exercice précédent qui comprenait de nombreuses reprises de provision suite à l'arrêt de l'activité TV et au dénouement du litige Esto.

Nos charges d'exploitation se sont élevées globalement à 2.260k€ pour la période contre 5.059k€ pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Compte tenu de la structure de nos activités, les postes de charges les plus importants sont les suivants :

- Les achats (hors variation de stocks) qui ressortent à 839K€ contre 1 683K€ pour le premier semestre de l'exercice précédent. ..
- Les autres achats et charges externes qui ressortent à 445k€ au 30 septembre 2008 contre 705k€ au 30 septembre 2007.
- Les impôts et taxes ressortent à 17k€ au 30 septembre 2008 contre 60k€ au 30 septembre 2007. .
- Les salaires et traitements ressortent à 314k€ au 30 septembre 2008 contre 571k€ au 30 septembre 2007, et les charges sociales correspondantes à 143k€ 30 septembre 2008 contre 230k€ au 30 septembre 2007. Cette diminution des frais de personnel provient du plan de réduction des coûts engagé par la société.
- Les dotations aux amortissements et provisions ressortent à 181k€ au 30/09/2008, contre 891k€ pour le premier semestre de l'exercice précédent qui comprenaient une provision pour dépréciation des stocks de l'activité TV abandonnée de 736k€.
- Les autres charges ressortent à 8k€ contre 818k€ (perte définitive de la créance sur le fournisseur coréen Esto pour 818k€ qui était provisionnée à 100%).

Ainsi le résultat d'exploitation ressort à – 708k€ contre + 576k€ pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat financier de l'exercice est négatif à hauteur de 62k€ contre un produit de 93k€ premier semestre de l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel est négatif de 38k€ au 30 septembre 2008 contre un produit de 97k€ au 30 septembre 2007.

En conséquence, et après déduction de toutes charges, impôts, et amortissements, notre résultat net se solde par une perte de **810k€** contre un bénéfice de **580k€** au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

NEOVIA délègue la recherche sur l'évolution des technologies de l'antenne à son partenaire MICROFACE. Aucune autre dépense de recherche n'est engagée par la société.

Les produits JOAIO sont développés par la société ST NET, cette société finance la conception technique et logicielle, les investissements de NEOVIA ne concernent que les aspects marketing des produits, c'est-à-dire moule et design spécifique, traduction et localisation des software et mode d'emploi.

La société Shinecore en Corée finance et développe les produits mini hauts parleurs JOAIO

PERSPECTIVES POUR LES 6 MOIS RESTANT DE L EXERCICE 2008/2009

La société devrait connaître, dans un contexte de consommation normale, une évolution notable de son chiffre d'affaires par le double effet de la livraison de la commande CANAL+ et du lancement de nouveaux produits.

Le retard de développement des produits a introduit une dégradation très notable des résultats, cette situation est préoccupante et la société a procédé à une réduction importante de ses frais, mais ceci ne peut être suffisant pour stabiliser le compte d'exploitation durant les prochains mois. Le développement de nouvelles sources de chiffre d'affaires que ce soit avec les produits existants sur d'autres marchés européens ou d'autres produits sur le marché français reste une préoccupation vitale à courte échéance.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

➤ **Risque de liquidité**

La réduction du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2007/2008, en raison des retards enregistrés sur le nouveau modèle d'antennes attendu par CANAL+, a entraîné une dégradation importante du niveau de trésorerie.

La situation de la trésorerie au 30 septembre 2008 s'établit à 100 K€, soit en diminution de 19 K€ par rapport au 31 mars 2008. Néanmoins, les mesures de réduction des coûts le lancement prochain de nouveaux produits en France et en Europe (Joaio Convergence et hauts parleurs) ainsi que la mise en production de la nouvelle version d'antenne NEO VH300 devraient générer, sauf en cas de dégradation brutale de la consommation des ménages, de nouveaux revenus sur le second semestre de l'exercice 2008/2009 et permettre d'assurer la continuité d'exploitation de la société mais probablement pas le financement intégral de la prochaine échéance du plan de continuation

Dans l'attente du retour à un niveau d'activité supérieur, une convention de trésorerie a été conclue avec la société MEDALION afin de permettre le financement des opérations courantes de la société sur le semestre et le respect de l'échéance du plan de juin 2008

Détail des apports de la société MEDALION :

31/05/2006	: 2 857 164,00 €
11/06/2008	: 250 000,00 €
01/08/2008	: 167 536,00 €
08/08/2008	: 50 000,00 €
24/09/2008	: 300 000,00 €
10/10/2008	: 300 000,00 €
Total	: 3 924 700,00 €

Au cours de l'année 2008, MEDALION a apporté 1.068k€ en compte courant d'actionnaire. La société MEDALION a pris l'engagement de ne pas exiger le remboursement de ses avances en trésorerie jusqu'à la date

d'augmentation de capital. Ces avances au capital seront incorporées dans le cadre de la recapitalisation de la société NEOVIA comme cela avait été prévu lors de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de Commerce de Meaux en juin 2006.

Les nouveaux actionnaires de NEOVIA, sont conscients de la nécessité de renforcer les fonds propres de la société dans le cadre d'un retour rapide à un modèle économique profitable.

En fonction de la trésorerie actuelle, la société anticipe un risque important de liquidité lors du paiement de la prochaine échéance du plan de continuation,

Deux possibilités ont été envisagées :

1) **Le retour rapide a un chiffre d'affaires suffisant :**

Ce retour permettrait d'alimenter le fonds de réserve bloqué par le factor. En fonction des disponibilités actuelles sur ce compte et des différents paramètres de calcul, la société devrait réaliser 7.000k€ de chiffre d'affaires d'ici fin mai 2009 pour que ce fonds finance intégralement la prochaine échéance du plan de 952k€ en juin 2009.

2) **Le niveau de chiffre d'affaires n'est pas suffisant pour abonder totalement le fonds de réserve du factor :**

La réserve du Factor devra donc être complétée par la trésorerie de l'entreprise. Cette trésorerie pourra provenir de l'augmentation de capital à laquelle la société envisage de procéder au cas où le public répondrait positivement à cette augmentation de capital et/ou d'un apport de trésorerie complémentaire qui serait effectué par MEDALION, dans la mesure où cette dernière disposerait de la trésorerie nécessaire

Risque clients et fournisseurs

Client CANAL+

NEOVIA est également exposé à l'activité de CANAL +. Le fait que l'antenne ait reçue l'acceptation technique de la société ASTRA permet d'installer des relations plus sereines avec l'opérateur. Il n'en demeure pas moins que NEOVIA est à présent en concurrence avec les produits d'un concurrent et que ceci fragilise la position de NEOVIA dès l'instant où l'opérateur dispose d'un choix entre deux fournisseurs.

La diffusion numérique des programmes de la télévision évolue vers d'autres moyens de diffusion (IPTV, TNT, fibre optique...); la mutualisation des opérations marketing de CANAL+ entre tous ces moyens de diffusion est aussi un risque pour l'activité future de NEOVIA.

Dans l'attente de la diversification de son chiffre d'affaires à l'aide d'autres produits, et/ou d'autres marchés d'antennes satellite volumiques notamment à l'export, toute rupture totale du partenariat ou tout arrêt de la promotion des produits NEOVIA par la société CANAL+ représenterait un risque important pour NEOVIA.

Fournisseur

L'approvisionnement et la distribution du produit phare de NEOVIA, les antennes satellite NEO-V100/VH200/VH300, qui sous-tendent le redressement de la société, dépendait notamment d'un contrat de distribution exclusive en Europe avec le fournisseur MICROFACE.

Conscient du besoin de protéger et de pérenniser sa position commerciale en Europe. NEOVIA s'est assurée la jouissance d'une partie des brevets mis en garantie auprès des créanciers de MICROFACE, de plus NEOVIA possède la propriété du moule de l'antenne NEOVH 200 et le contrôle de l'utilisation du moule du nouveau

modèle NEOVH 300. NEOVIA souhaite ainsi minimiser les risques en cas de défaillance ou de rupture de partenariat avec MICROFACE. L'ensemble de ces négociations est assuré par le bureau Coréens de NEOVIA.

Depuis octobre 2008, NEOVIA a externalisé la production industrielle de son antenne depuis MICROFACE vers un de ses sous-traitant, Ce dernier dispose de capacités de production plus importantes, du savoir faire technique suffisant et d'une meilleure pérennité financière.

NEOVIA conserve, à ce jour, de bonnes relations avec MICROFACE et envisage de confier à cette société le développement technique de futurs nouveaux produits antennes.

➤ **Risque juridique**

Notification de griefs adressée à NEOVIA ELECTRONICS par l'AMF :

Par courrier en date du 8 août 2006, l'Autorité des Marchés Financiers a notifié à la société NEOVIA ELECTRONICS une série de griefs concernant les points suivants :

- manquements relatifs aux communiqués financiers ;
- informations relatives aux comptes publiés au 31 mars 2004, au 30 septembre 2004 et au 31 mars 2005 ;
- non respect de l'obligation des déclarations des opérations des dirigeants sur les titres de la société.

Par courrier en date du 3 novembre 2006, la société NEOVIA ELECTRONICS a contesté l'ensemble des griefs notifiés par l'Autorité des Marchés Financiers.

La procédure de sanction est en cours devant l'AMF. Elle peut donner lieu au prononcé d'une sanction pécuniaire dans les conditions fixées par l'article L 621-15 du code monétaire et financier.

NEOVIA a d'autres procédures en cours notamment devant le tribunal des prud'hommes (2) et de commerce (2). Les sommes potentiellement demandées sont provisionnées dans les comptes semestriels au 30 septembre 2008 (108k€ au total).

➤ **Risque technologique**

NEOVIA est présente sur un marché au rythme d'innovation élevé. A tout moment la position de l'entreprise peut être remise en cause par une nouveauté. Toutefois, ses liens privilégiés avec la Corée du Sud (NEOVIA dispose d'un bureau de représentation en Corée du Sud), pays à la pointe de l'innovation « high tech », devraient lui permettre d'anticiper toute innovation concernant son marché. Enfin, Le métier de distributeur de NEOVIA lui confère une bonne capacité d'adaptation aux évolutions du marché.

NEOVIA identifie comme un risque technologique la difficulté à prévoir un temps de développement stable pour des nouveaux produits, en effet de nombreuses contraintes peuvent intervenir au cours du développement d'un produit comme : la validation technique dans le cadre des antennes ou l'intégration des fonction MS Windows Vista dans les produits JOAIO.

Deux risques particuliers liés à la technologie sont à souligner :

1) Risque futur des satellites adjacents : les opérateurs satellite ont attiré, de manière informelle, l'attention de la société sur un risque potentiel de dysfonctionnement d'une partie du parc d'antenne NEOV 100, dans l'hypothèse où de nouveaux satellites diffuseraient sur la même zone géographique et à partir de positions satellitaires proches de celles utilisées actuellement (risque des satellites adjacents). En l'absence de calendrier prévisionnel de diffusion, en raison du doute sur les responsabilités de garantie, et enfin sur la difficulté à évaluer un pourcentage de parc installé concerné, la société n'a pas inscrit de provision sur ce risque en raison des nombreuses incertitudes qui y sont liées (notamment d'estimation chiffrée), toutefois la société estime devoir porter l'information et l'attention sur ce sujet.

2) NEOVIA et MICROFACE ont déposé des brevets sur la conception et la fabrication de leur antenne. La société doit faire face à la concurrence qu'elle estime déloyale de son ancien dirigeant qui fait l'objet de poursuites.

➤ **Risque de garantie de produits**

Les antennes satellites sont des produits fiables (produits inertes). En cas de défaillance technique, l'antenne est expédiée au centre logistique qui procède à un échange si cela est nécessaire. Aux termes des garanties contractuelles obtenues du fournisseur MICROFACE, il est prévu que soient fournies gratuitement 0,5% d'antennes supplémentaires de remplacement pour chaque commande

➤ **Risques de marché**

➤ **Risque de change**

L'achat des antennes auprès des fournisseurs en Corée s'effectue en euros depuis la sortie des nouveaux modèles NEOVH 200/300, de ce fait le risque de change est limité sur l'activité antenne. Concernant les nouveaux produits NEOVIA, la société continue de privilégier les paiements en euros.

Les pertes de change sont devenues marginales du fait des achats en euros, mais il reste de manière rémanente certains écarts de change sur les transferts pour le paiement des charges du bureau de Corée.

➤ **Risque sur actions**

Le portefeuille d'actions détenues par NEOVIA est constitué en totalité d'actions propres acquises au cours de la période du 9 juillet 2004 au 2 décembre 2005. Ces opérations ont été réalisées aux conditions suivantes conformément à la résolution votée par l'assemblée générale réunie le 18 juin 2004 :

- La durée de validité de l'autorisation était de 18 mois à compter de la date d'assemblée générale, soit le 18 juin 2004
- Le montant maximal d'investissement autorisé était de 2.000k€
- Le prix d'achat maximal autorisé était de 200% du prix d'introduction
- Le prix de vente minimal était de 50% du prix d'introduction
- A la suite de ces opérations, l'entreprise détient à la date du présent document 970 actions acquises au prix total de 6.9k€.

– Evaluation du risque sur actions

<i>En K€</i>	Portefeuille d'actions tierces ou OPCVM actions	Portefeuille d'actions propres
Position à l'actif	0	6,9
Hors bilan	0	
Position nette globale	0	6,9

Une baisse de 10% du titre NEOVIA ELECTRONICS aurait une incidence de -0,7 K€ sur le compte de résultat de la société.

➤ **Risque de taux d'intérêts**

Depuis la fin de la procédure de redressement judiciaire, NEOVIA n'a pas été en mesure de recourir au crédit bancaire. Le financement de NEOVIA est assuré au moyen d'avances en compte courant d'associés pour un montant total de 4.067 K€ rémunérées au taux fixe de 4,50%.

Les apports en compte courant ont été réalisés pour soutenir l'activité et seront utilisés pour souscrire à une future augmentation de capital, comme cela avait été prévu lors de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de Commerce de Meaux en juin 2006.

L'intégration des apports en compte courant au capital de NEOVIA réduira le montant des sommes rémunérées, le risque de taux d'intérêt en sera ainsi réduit.

➤ **Accès au crédit**

NEOVIA subit toujours les effets de son redressement judiciaire. Ses accès au crédit sont inexistant à ce jour.

La société ne dispose d'aucune ligne de crédit autorisée.

➤ **Risque politique et social**

L'activité « antennes satellites » de NEOVIA dépend du domaine de l'audiovisuel qui est fortement réglementé en France, notamment par le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel). Ainsi, les caractéristiques des réseaux et les méthodes d'émissions sont régulées par la loi. Les évolutions législatives peuvent ouvrir ou non des marchés pour NEOVIA.

➤ **Risque industriel et environnemental**

Depuis le 1er octobre 2006, NEOVIA doit assumer des obligations relatives à la directive DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques). Cette directive, transposée en droit français par le décret du 20 juillet 2005, vise à assurer le recyclage des équipements électriques et électroniques vendus sur le territoire Français.

Dans cet objectif, NEOVIA a adhéré à ECOSYSTEMES, organisme en charge des opérations de recyclage. Parallèlement, NEOVIA a mis en place le suivi comptable et commercial nécessaire au respect de la directive.

Au titre de son exercice 2007/2008, la contribution de NEOVIA payée à ECOSYSTEMES, calculée sur les ventes d'antennes, s'est élevée à 19 000 € TTC à raison de 0.08 € par antenne vendue.

S'agissant du recyclage des piles et accumulateurs, NEOVIA ELECTRONICS est enregistré auprès de l'organisme SCRELEC. Actuellement NEOVIA ne distribue plus de produits contenant des piles ou des accumulateurs

FILIALES ET PARTICIPATIONS

La société n'a pas de filiale ou participation. L'accord de Joint Venture conclu avec la société MICROFACE ne donnera pas lieu pas à la constitution d'une filiale.

De nombreuses autres informations sont fournies dans l'annexe aux comptes semestriels, notamment en ce qui concerne les effectifs et engagements hors bilan.

Fait à Ferrières en Brie,

Le 15 novembre 2008

Le Conseil d'Administration

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Ferrières-en-Brie, le 19 novembre 2008

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président

Mme Sookja HAN

Le Directeur Général

M Alain PICHON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Neovia Electronics, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1.2 de l'annexe concernant l'existence d'incertitudes significatives faisant peser un doute sur la continuité de l'exploitation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Nice et Paris-La Défense, le 21 novembre 2008

Les Commissaires aux Comptes

ALFA CONSULTANT

ERNST & YOUNG Audit

Fabrice Albrecht

Any Antola

Francine Bobet

Comptes intermédiaires au 30 septembre 2008

1. ETATS FINANCIERS

1.1. Bilan actif

<i>En euros</i>	Note	30 septembre 2008		31 mars 2008	
		Montant brut	Amort. & Provisions	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles	1				
Concessions, brevets, droits similaires		1 000	-	1 000	1 000
Autres immobilisations incorporelles		32 010	26 793	5 217	5 484
Immobilisations corporelles	1				
Constructions		87 152	36 580	50 572	54 929
Installations techniques, matériel, outillage		5 082	4 959	123	258
Autres immobilisations corporelles		75 449	62 321	13 128	34 251
Immobilisations financières	2				
Autres titres immobilisés		-	-	-	-
Prêts		-	-	-	-
Autres immobilisations financières		128 668	4 660	124 008	83 124
ACTIF IMMOBILISE		329 362	135 313	194 048	179 046
Stocks	3				
Matières premières, approvisionnements		-	-	-	-
Produits finis		10 104	10 104	-	2 559
Marchandises		306 131	28 610	277 521	651 557
Avances & acomptes versés sur commandes		-	-	-	-
Créances					
Clients et comptes rattachés	4	411 573	108 456	303 117	289 358
Autres créances	5	506 326	133 837	372 489	873 098
Trésorerie	1.4				
Valeurs mobilières de placement		18 390	-	18 390	84 045
Disponibilités		81 910	-	81 910	35 460
Charges constatées d'avance	6	10 461	-	10 461	34 035
ACTIF CIRCULANT		1 344 895	281 007	1 063 887	1 970 111
Comptes de régularisation					
Ecarts de conversion actif	7	-	-	-	-
TOTAL ACTIF		1 674 257	416 320	1 257 936	2 149 158

1.2. Bilan passif

<i>En euros</i>	Note	30 septembre 2008	31 mars 2008
Capital social		357 090	357 090
Primes d'émission		5 529 334	5 529 334
Réserve légale		10 000	10 000
Réserve statutaire ou contractuelle		10 209	10 209
Report à nouveau		(25 297 241)	(25 324 718)
Résultat de l'exercice		(809 565)	27 477
CAPITAUX PROPRES	8	(20 200 174)	(19 390 609)
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	107 928	107 928
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10	10 200 951	10 817 286
Emprunts et dettes financières diverses	10	464 529	384 421
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11	1 248 633	1 271 923
Dettes fiscales et sociales	12	961 443	1 037 899
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-
Autres dettes	13	8 469 692	7 920 309
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance		4 933	-
DETTES		21 350 181	21 431 838
Ecart de conversion passif	7	-	-
TOTAL PASSIF		1 257 936	2 149 158

1.3. Compte de résultat

<i>En euros</i>	Note	Semestre clos le 30 septembre 2008	Exercice clos le 31 mars 2008	Semestre clos le 30 septembre 2007
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises et de produits finis		1 475 612	4 256 694	3 104 073
Prestations de services		1 204	10 127	7 342
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	17	1 476 816	4 266 821	3 111 415
Produits d'exploitation				
Production stockée		(2 689)	(3 066 801)	(3 045 831)
Reprises de provisions et transferts de charges		69 583	6 172 790	5 563 503
Autres produits		7 146	7 192	5 993
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 550 856	7 380 002	5 635 080
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises		831 940	2 582 471	1 641 512
Variation de stocks de marchandises		312 973	(596 292)	(358 842)
Achats de matières premières et autres approvisionnements		7 169	41 015	41 934
Variation de stocks de MP et autres approvisionnements		-	1 144 998	459 156
Autres achats et charges externes		444 621	1 340 802	705 085
Impôts, taxes et versements assimilés		16 720	134 203	60 123
Salaires et traitements		313 713	1 201 564	570 839
Charges sociales		142 949	343 344	229 603
Dotations aux amortissements		17 088	41 146	26 537
Dotations aux provisions sur actif circulant		164 012	94 355	748 708
Dotations aux provisions pour risques et charges		-	107 928	116 015
Autres charges		8 528	1 249 902	818 235
CHARGES D'EXPLOITATION		2 259 713	7 685 436	5 058 905
RESULTAT D'EXPLOITATION		(708 857)	(305 434)	576 175
Produits financiers				
Produits financiers		21 418	37 097	22 082
Charges financières		83 710	197 219	115 203
RESULTAT FINANCIER	18	(62 292)	(160 122)	(93 121)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(771 149)	(465 556)	483 054
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels		57 530	862 926	434 851
Charges exceptionnelles		95 946	351 142	337 872
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19	(38 416)	511 784	96 979
Impôt sur les résultats	20	-	18 750	-
RESULTAT NET		(809 565)	27 477	580 033

1.4. Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Semestre clos le 30 septembre 2008	Exercice clos le 31 mars 2008
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net	(810)	27
<i>Elimination des charges et produits sans incidences sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Amortissements et provisions (1)	111	(862)
Comptabilisation en profit des dettes d'exploitation liées au plan du 2 juin 2006	-	(539)
(Plus) / moins values de cession, nettes d'impôt	(7)	(7)
Marge brute d'autofinancement	(706)	(1 381)
Variation des stocks	403	120
Variation des créances d'exploitation hors créances incluses au plan de continuation	93	689
Variation des dettes d'exploitation hors dettes incluses au plan de continuation	(250)	(829)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	246	(20)
Flux net de trésorerie lié à l'activité	(460)	(1 401)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(25)
Cessions ou diminution d'immobilisations corporelles et incorporelles	15	40
Variation nette des immobilisations financières (2)	(101)	168
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(86)	183
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Acquisitions nettes d'actions propres	-	-
Affacturage des créances clients	446	(311)
Augmentation des comptes courants d'actionnaires	785	(2)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 231	(313)
Flux de trésorerie retraités avant effet de l'adoption du plan de continuation du 2 juin 2006 I	685	(1 531)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX REMBOURSEMENTS DU PLAN DE CONTINUATION		
Remboursement des dettes bancaires inscrites au plan de continuation	(616)	(622)
Remboursement des dettes d'exploitation inscrites au plan de continuation	(87)	(119)
Variation abandons de créances RJ	-	-
Flux net de trésorerie lié aux dettes & créances inscrites au plan de continuation du 2 juin 2006 II	(703)	(741)
VARIATION DE TRESORERIE I + II	(19)	(2 272)
Contrôle:		
Trésorerie à l'ouverture	119	2 391
<i>Variation des dettes liées au plan de continuation</i>	-	-
Trésorerie à l'ouverture retraitée des effets de l'adoption du plan de continuation (2)	119	2 391
Trésorerie à la clôture	100	119
VARIATION DE TRESORERIE APRES EFFET DE L'ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION	(19)	(2 272)
Composantes de la trésorerie de clôture:		
Caisse et comptes à vue débiteurs	100	119
Comptes à vue créditeurs (découverts)		
Avances en devise (découverts)		
Trésorerie du tableau des flux de trésorerie	100	119

(1): Hors provisions sur actifs circulants.

(2): La société d'affacturage procède au blocage d'une partie des fonds sur chaque remise pour assurer le financement de la prochaine échéance de remboursement du passif issu du plan de continuation. La variation du montant bloqué est présentée en flux d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie.

2. ANNEXE AUX COMPTES INTERMEDIAIRES

NEOVIA ELECTRONICS (« NEOVIA ») a pour principale activité la conception et la distribution de produits électroniques grand public.

Ses principaux marchés concernent essentiellement les antennes satellites.

La société ne dispose pas de filiales.

2.1. Faits marquants

2.1.1 Continuité d'exploitation – Adoption d'un plan de continuation sur l'exercice clos le 31 mars 2007

La société NEOVIA a été en redressement judiciaire du 19 décembre 2005 au 19 juin 2006.

En date du 2 juin 2006, le Tribunal de Commerce de MEAUX a homologué le plan de continuation présenté par la société et de nouveaux actionnaires suivant un projet d'entreprise apportant des garanties de pérennité.

Un plan d'apurement du passif sur 10 ans a été mis en place et le premier remboursement est intervenu au 2 juin 2007.

Au 2 juin 2006, le remboursement du passif résultant des propositions d'apurement circularisées se présentait comme suit :

RAPPEL SUR LES OPTIONS

Option A	règlement à 24% comptant des créances admises
Option B	règlement à 40% de la créance admise, 20% comptant, 20% sur 10 ans au taux constant de 2%
Option C	paiement 100% sur 10 ans par annuités progressives

Ensemble des créanciers	Comptant	Déjà Payé	Profit Réalisé	Reste dû	Profit latent	Total déclaré
superprivilégiées	36 713					36 713
Option A		39 492	124 295	-	-	163 787
Option B		1 440 412		1 360 746	4 147 686	6 948 844
Option C		503		12 240 800		12 241 303
Créances rejetées						5 939 203
Créances contestées						2 074 915
Créances à échoir						222 501
Total	36 713	1 480 407	124 295	13 601 546	4 147 686	27 627 266

Échéancier de paiement	Déjà Payé	Reste dû	A 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Superprivilégiées	36 713				
Dettes bancaires	1 275 841	11 199 544	623 579	3 487 067	7 088 898
Autres dettes financières	-	252 000	12 600	75 600	163 800
Clients	145 087	164 086	11 498	55 814	96 774
Fournisseurs	59 329	1 067 954	54 539	322 669	690 746
Dettes sociales	-	43 507	2 175	13 052	28 280
Etat	150	874 455	43 723	262 336	568 396
Total comptant + étalé	1 517 120	13 601 546	748 114	4 216 538	8 636 894

A noter que la prise en compte de l'abandon de 76% des créances, par les créanciers ayant opté pour l'option A (Règlement de 24%), ainsi que l'abandon par les créanciers n'ayant pas déclaré leur créance, a permis à la société de comptabiliser un produit exceptionnel de 726 K€ au 31 mars 2007.

Conformément à l'article L.621-77 du code de commerce, les réductions de créances ne seront acquises et donc comptabilisées qu'après versement au terme fixé de la dernière échéance prévue par le plan. Pour les créanciers ayant opté pour les options B (20% comptant et 20% sur dix ans au taux annuel constant de 2%) et les options C (100% sur 10 ans par annuités progressives), aucun produit exceptionnel n'a été constaté. Les abandons de créances correspondant seront comptabilisés à l'issue de la période de dix ans de remboursement du passif. Le profit latent ressort au 30 septembre 2008 à 4.352K€.

L'échéance de juin 2007 d'un montant de 741K€ a été payée en intégralité.

L'échéance de juin 2008 d'un montant de 703 K€ a été payée en intégralité.

Compte tenu du remboursement de l'échéance de juin 2008 et des différents ajustements du plan, les montants restant dus au 30 septembre 2008 sont les suivants :

En euros

Créanciers	Montant à payer au 31/03/08	Paiements en juin 2008	Restant du après ajustements
Banques	10 817 286	616 335	10 200 951
Fournisseurs	680 136	43 027	637 109
Clients	1 655 508	8 126	1 573 382
Salariés	301	16	285
Organismes sociaux	41 030	2 159	38 870
Etat	601 165	20 766	580 399
Associés	239 400	12 600	226 800
TOTAL	12 544 826 €	703 029	11 841 797

Le plan de continuation prévoyait les opérations suivantes qui se sont traduites pour la Société par un apport global de trésorerie de 3 M€ :

- une cession par le management de la Société d'un bloc de 714.180 actions représentant 40% du capital à la société MEDALION pour un prix de 142.836 € (soit 0,20€ par action) selon la répartition suivante :

Seung Joon Im : 662 620

Thierry Cassagnaud : 28 000

Gun Haeng Lee : 4 200

Maurice Le Claire : 3 360

O Shik Kong : 16 000

Total 714 180

- la réinjection par les actionnaires cédants des 142.836 € dans la trésorerie de NEOVIA, par un apport en compte courant en vue de souscrire à une future augmentation de capital ;
- un apport par la société MEDALION d'une somme de 2.857.164 € en compte courant à NEOVIA en vue également de souscrire à une future augmentation de capital, soit un apport total de 3 M€
- Tous ces apports sont rémunérés au taux de 4,5 %.

2.1.2 Continuité de l'exploitation pour l'exercice 2008/2009 et risque de liquidité

Aux termes du jugement homologuant le plan de redressement par voie de continuation, le financement de la société a été assuré au moyen des apports en compte courant d'associés à hauteur de 4 067 K€. Ces apports ont permis à l'entreprise d'assurer le paiement des créances tel que décrit dans le plan de continuation et de redémarrer ses activités. Les échéances du plan de 2006-2007-2008 ont été payées intégralement.

La réduction du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2007/2008, en raison des retards enregistrés sur le nouveau modèle d'antenne attendu par CANAL+, a entraîné une dégradation importante du niveau de trésorerie.

Après le paiement de l'annuité du plan au mois de juin (703 K€) et les avances en compte courant consenties par Medalion sur la période (768K€), la situation de la trésorerie au 30 septembre 2008 s'établit à 100 K€, soit en diminution de 19 K€ par rapport au 31 mars 2008. Néanmoins, les mesures de réduction des coûts, le lancement récent de nouveaux produits en France et en Europe (Joaio Convergence et hauts parleurs) ainsi que la mise en production de la nouvelle version d'antenne NEO VH300 devraient générer de nouveaux revenus sur le second semestre de l'exercice 2008/2009 et permettre d'assurer la continuité d'exploitation de la société sauf en cas de dégradation brutale de la consommation des ménages.

Dans l'attente du retour à un niveau d'activité supérieur, une convention de trésorerie a été conclue avec la société MEDALION afin de permettre le financement des opérations courantes de la société et le respect de l'échéance du plan de juin 2008

Détail des apports de la société MEDALION :

31/05/2006	: 2 857 164,00 €
11/06/2008	: 250 000,00 €
01/08/2008	: 167 536,00 €
08/08/2008	: 50 000,00 €
24/09/2008	: 300 000,00 €
10/10/2008	: 300 000,00 €
Total	: 3 924 700,00 €

Le montant apporté par la société MEDALION sur la période s'élève donc à 767 536 €.

MEDALION a pris l'engagement de ne pas exiger le remboursement de ses avances en trésorerie jusqu'à la date d'augmentation de capital, Ces avances au capital seront incorporées dans le cadre de la recapitalisation de la société NEOVIA.

Les nouveaux actionnaires de NEOVIA, sont conscients de la nécessité de renforcer les fonds propres de la société mais dans le cadre d'un retour rapide à un modèle économique profitable et des disponibilités financières actuelles de MEDALION qu'elle n'est pas prévu d'augmenter à ce jour.

En fonction de la trésorerie actuelle, la société anticipe un risque important de liquidité lors du paiement de la prochaine échéance du plan de continuation,

Deux possibilités ont été envisagées :

3) **Le retour rapide a un chiffre d'affaires suffisant :**

Ce retour permettrait d'alimenter le fonds de réserve bloqué par le factor. En fonction des disponibilités actuelles sur ce compte et des différents paramètres de calcul, la société devrait réaliser 7 000 K€ de chiffre d'affaires d'ici fin mai 2009 pour que ce fonds paye intégralement l'échéance du plan de 952 K€ en juin 2009.

4) **Le niveau de chiffre d'affaires n'est pas suffisant pour abonder totalement le fonds de réserve du factor :**

La réserve du Factor devra donc être complétée par la trésorerie de l'entreprise. Cette trésorerie pourra provenir de l'augmentation de capital à laquelle la société envisage de procéder au cas où le public répondrait positivement à cette augmentation de capital et/ou d'un apport de trésorerie complémentaire qui serait effectué par MEDALION dans la mesure où cette dernière pourrait se procurer cette trésorerie par la vente d'actions de NEOVIA ELECTRONICS.

2.2. Principes, règles et méthodes comptables

2.2.1 Principes généraux

Les comptes semestriels de NEOVIA sont établis conformément à la recommandation CNC n°99-R.01 du 18 mars 1999 relative aux comptes intermédiaires.

La devise dans laquelle la société établit ses comptes est l'euro.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2.2 Comparabilité des comptes

L'exercice en cours a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er avril 2008 au 31 mars 2009. L'exercice précédent avait la même durée.

La société établit des comptes à périodicité semestrielle et annuelle.

2.2.3 Immobilisations incorporelles

- Frais d'augmentation de capital : les frais d'augmentation de capital sont imputés nets d'impôts sur les primes d'émission.
- Logiciels : Les logiciels acquis sont amortis à compter de leur date de mise en service selon le mode linéaire en fonction de leur durée prévisible d'utilisation, soit de un à trois ans.

2.2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparations sont enregistrés en charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée probable d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes:

Agencements et aménagements sur sol d'autrui :	10 ans
Matériel et outillage industriels	2 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	3 ans

2.2.5 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont constituées de dépôts de garantie, de prêts au personnel, du fonds de garantie du factor et d'actions propres.

- Actions propres : Compte tenu des objectifs multiples du programme de rachat d'actions, les actions propres sont comptabilisées en immobilisations financières.

2.2.6 Actif circulant

➤ Stocks

Les stocks de marchandises (antennes), de composants et de matières premières sont évalués selon la méthode FIFO.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais d'approche (frais de transport et de douane).

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée pour tenir compte d'une part de la valeur de la réalisation du stock et d'autre part de l'ancienneté ainsi que des perspectives de ventes.

Les stocks n'intègrent pas d'escomptes de règlement.

➤ Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

➤ Affacturage

NEOVIA procède à l'affacturage de ses créances et possède à ce titre un droit de tirage sur le factor à hauteur des créances cédées. Compte tenu de l'absence de prise en charge du risque de non-paiement par le factor, les créances cédées sont maintenues à l'actif du bilan jusqu'à leur règlement par les clients. En contrepartie, le financement apporté par le factor est comptabilisé en dettes financières diverses.

Au 30 septembre 2008 le montant des créances cédées et non réglées par les clients s'élève à 237 729 €.

2.2.7 Conversion des éléments en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux cours en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences de change latentes en résultant sont constatées en écarts de conversion actif et passif. Les écarts de conversion actif sont intégralement provisionnés.

2.2.8 Instruments financiers

Sur l'exercice, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers tels que des options de change et des swaps de devises.

2.2.9 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

➤ Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

➤ Provision pour garantie

Le coût de SAV de l'activité "antennes satellite" étant couvert par les gratuités accordées par le fournisseur, aucune provision n'a été constituée dans les comptes au 30 septembre 2008.

2.2.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de la livraison physique des produits au client. Les produits expédiés et facturés avant la clôture de l'exercice, mais dont la livraison intervient postérieurement, donnent lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

2.2.11 Information sectorielle

L'activité commerciale n'étant exercée que sur un secteur d'activité, seule une répartition des ventes par familles de produits est indiquée.

2.2.12 Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

2.2.13 Indemnités de départ à la retraite

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite, de cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Compte tenu de la jeunesse du personnel, la société a considéré que cette indemnité n'était pas significative au 30 septembre 2008 et son montant n'a fait l'objet d'aucune évaluation. Au 30 septembre 2008, cette indemnité n'a pas donné lieu à la comptabilisation d'une provision.

2.3. Notes sur les comptes intermédiaires au 30 septembre 2008

Note 1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les mouvements des immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice se présentent ainsi :

<i>En euros</i>	Valeur brute au 31 mars 2008	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur brute au 30 septembre 2008
Concessions, brevets	1 000	-	-	1 000
Logiciels	32 010	-	-	32 010
Immos incorporelles en cours	-	-	-	-
Agencements des Constructions	87 152			87 152
Matériel et outillage industriels	5 082			5 082
Matériel de transport	41 703		41 500	203
Matériel de bureau info, mobilier	75 740		494	75 246
Total brut	242 687	0	41 994	200 693

<i>En euros</i>	Amortissements au 31 mars 2008	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements au 30 septembre 2008
Concessions, brevets	-	-	-	-
Logiciels	26 526	267		26 793
Agencements des Constructions	32 223	4 357		36 580
Matériel et outillage industriels	4 824	135		4 959
Matériel de transport	24 927	8 334	33 200	61
Matériel de bureau info, mobilier	58 265	3 995		62 260
Total amortissements	146 765	17 088	33 200	130 653
Total net	95 922			70 040

Note 2 - Immobilisations financières

<i>En euros</i>	Valeur au 31 mars 2008	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur au 30 septembre 2008
Dépôts de garantie	41 073	-	8 834	32 239
Fonds de garantie versés au factor	40 014	49 476	-	89 490
Actions propres	6 939	-	-	6 939
Total brut	88 026	49 476	8 834	128 668
Provisions / actions propres	4 660	-	-	4 660
Total net	83 366	49 476	8 834	124 008

Les dépôts de garantie ont une échéance à plus d'un an

➤ Actions propres

Le tableau suivant reprend les mouvements des actions propres :

	31 mars 2008	Acquisitions	Cessions	30 septembre 2008
Nombre d'actions	970			970
% du capital	0,05%			0,05%
Prix d'acquisition total (euros)	6 939			6 939
Cours de clôture (euros)	2,10			2,35
Valeur boursière total (euros)	2 037,00			2 279,50
Acquisitions/cessions totales (euros)				
Cours moyen d'acquisition et de cession (euros)				

Note 3 - Stocks

L'évolution des stocks au cours de l'exercice se présente comme suit :

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008	Variation de la période
Matières premières, approvisionnements	-	-	-
Marchandises, produits finis et intermédiaires	316 235	718 911	(402 676)
Total brut	316 235	718 911	-402 676
Provision pour dépréciation stocks matières premières	0	0	0
Provision pour dépréciation produits finis	38 715	64 796	-26 081
Total net	277 521	654 115	-376 595

Note 4 - Créances clients

Les créances clients se décomposent comme suit :

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Créances clients	411 574	360 161
Factures à établir	-	34 952
Total brut	411 574	395 113
Dépréciation des créances clients	108 456	105 755
Total net	303 118	289 358

L'ensemble des créances nettes clients a une échéance à moins d'un an.

Les créances ayant plus de six mois d'ancienneté sont dépréciées à 100%.

Note 5 - Autres créances

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Organismes sociaux	1 440	1 440
Impôts sur les résultats	-	-
TVA	357 040	419 165
<i>dont TVA intracommunautaire</i>	<i>150 002</i>	<i>147 899</i>
Fournisseurs débiteurs	12 385	9 177
Créances sur fournisseurs	-	5 980
Réserve de financement Factor	60 456	-
Comptes courants Factors	-	441 476
Avances diverses	74 094	-
Divers	911	7 101
<i>Total brut</i>	<i>506 326</i>	<i>884 339</i>
Dépréciation TVA intracommunautaire	133 837	11 241
<i>Total net</i>	<i>372 489</i>	<i>873 098</i>

Note 6 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation et se décomposent comme suit :

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Assurances	7 629	7 483
Honoraires, publicité, communication	2 832	26 552
Téléphone		
Locations		
<i>Total charges constatées d'avance</i>	<i>10 461</i>	<i>34 035</i>

Note 7 – Ecart de conversion

Il n'y a aucun écart de conversion au 30 septembre 2008.

Note 8 - Capitaux propres

➤ Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale (en euros)	Montant du capital social (en euros)
<i>Composition du capital social au début de l'exercice</i>	1 785 449	0,2	357 090
Augmentation de capital	-	-	-
Diminution de capital	-	-	-
<i>Composition du capital social en fin de période</i>	1 785 449	0,2	357 090

Au 30 septembre 2008, le capital social est composé de 1 785 449 actions d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune.

➤ Variation des capitaux propres

Le résultat de l'exercice clos au 31 mars 2008 a été affecté en report à nouveau.

<i>En euros</i>	Capital	Réserves	Report à nouveau	Prime d'émission	Résultat	Capitaux propres
Situation au 31 mars 2008	357 090	20 209	(25 324 718)	5 529 334	27 477	(19 390 608)
Affectation du résultat 2007/2008		-	27 477		27 477	-
Résultat au 30 septembre 2008					(809 564)	(809 564)
Situation au 30 septembre 2008	357 090	20 209	(25 297 242)	5 529 334	(782 087)	(20 200 172)

➤ **Capital potentiel**

	1^{ère} émission	2^{nde} émission
Date d'assemblée	18 juin 2004	11 aout 2006
Date du conseil d'administration	15 novembre 2004	25 mai 2007
Date de la décision du Président Directeur Général agissant sur délégation du conseil d'administration	-	-
Nombre total de titres autorisés	33 500	86 000
Nombre de titres attribués et pouvant encore être exercés	33 500	47 000
<i>Dont par les dirigeants</i>	<i>20 000</i>	<i>27 000</i>
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	33 500	47 000
<i>Dont par les dirigeants</i>	<i>20 000</i>	<i>27 000</i>
Nombre de personnes concernées	8	9
<i>Dont par les dirigeants</i>	<i>1</i>	<i>2</i>
Point de départ d'exercice	15 novembre 2005	25 mai 2007
Date d'expiration	15 novembre 2011	25 mai 2011
Conditions d'exercice	(1)	(1)
Prix de souscription	13,36 €	3,46 €
Nombre d'options exercées au 30 septembre 2008	0	0

(1) À l'issue de la première année suivant l'octroi, chaque bénéficiaire aura la faculté d'exercer au maximum 30% des options qui lui ont été octroyées.

Au 30 septembre 2008 aucune option n'a été exercée. Aucune nouvelle option n'a été distribuée par le conseil d'administration sur l'exercice.

Note 9 – Provisions

<i>En euros</i>	31 mars 2008	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice		30 septembre 2008
			<i>Utilisées</i>	<i>Non utilisées</i>	
Provision pour risques de pénalités	-	-	-	-	-
Provisions pour litiges sociaux	41 015	-	-	-	41 015
Provision pour garantie clients	-	-	-	-	-
Provision litiges fournisseurs	66 913	-	-	-	66 913
Provision litiges banques	-	-	-	-	-
Total provisions pour risques et charges	107 928	0	0	0	107 928

1) La provision pour litige concerne deux fournisseurs français.

Note 10 - Dettes financières

Les dettes financières se décomposent comme suit :

<i>En euros</i>	Montant total au 30 septembre 2008	A un an au plus	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans	Montant total au 31 mars 2008
Découverts bancaires	-	-	-	-	
Dettes envers les sociétés d'affacturage	237 729	237 729	-	-	145 021
Dettes bancaires inscrites au plan de continuation (1)	10 200 951	821 700	4 279 550	5 099 701	10 817 286
Compte courant d'actionnaire inscrit au plan de continuation (2)	226 800	17 640	95 760	113 400	239 400
Total dettes financières	10 665 480	1 077 069	4 375 310	5 213 101	11 201 707

(1): Voir § 2.1.1

(2) Compte courant d'actionnaire: il s'agit du compte courant de l'ancien actionnaire majoritaire de la société inclus au plan de continuation du 2 juin 2006.

Note 11 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Fournisseurs	496 955	555 070
Créances déclarées dans le cadre du plan	637 109	680 136
Factures non parvenues	114 569	36 717
Total dettes fournisseurs	1 248 633	1 271 923

Note 12 - Dettes fiscales et sociales

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Congés à payer	24 490	38 651
Salaires à payer	82 809	112 992
Dettes aux salariés plan de continuation	285	301
Sous total Salaires à payer	107 584	145 194
Organismes sociaux	80 799	60 037
Dettes sociales plan de continuation	38 870	41 030
Charges sociales sur salaires et congés à payer	108 009	110 992
Sous total Charges à payer	227 678	218 809
Dettes fiscales plan de continuation	580 399	601 165
TVA à payer	24 096	1 452
Sous total Taxes sur le chiffre d'affaires	604 495	602 617
Autres impôts et taxes	21 685	71 279
Total	961 443	1 037 899

Les dettes fiscales inscrites au plan de continuation concernent de la TVA en principal pour 581 K€.

Note 13 – Autres dettes

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Clients créditeurs	77 213	102 608
Clients créditeurs "plan de continuation"	157 382	165 508
Avoirs clients à établir	42 485	42 485
Notes de frais	634	665
Comptes courants d'actionnaires	3 816 774	3 031 486
Abandons créances à constater	4 352 609	4 351 258
Divers	22 595	226 299
<i>Total autres dettes d'exploitation</i>	8 469 692	7 920 309

Les abandons de créances, à constater sur les créances déclarées au redressement judiciaire étalées sur 10 ans, sont comptabilisés en « Autres dettes diverses » pour 4.352 K€. Ces abandons seront constatés en profit exceptionnel dans un délai de 10 ans en 2016. En effet, conformément à l'article L 621-77 du Code de commerce, les réductions de créances ne sont définitivement acquises qu'après versement, au terme fixé, de la dernière échéance prévue par le plan.

Note 14 – Produits constatés d'avance

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Produits constatés d'avance	4 933	-
<i>Total</i>	4 933	0

Note 15 - Produits à recevoir rattachés aux postes de créances

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Créances clients		
Factures à établir	-	34 952
<i>Total produits à recevoir</i>	0	34 952

Note 16 - Charges à payer rattachées aux postes de dettes

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	114 569	36 717
Dettes fiscales et sociales		
Congés payés (y compris charges sociales)	35 511	56 044
Autres salaires à payer	82 810	106 242
Charges sociales sur salaires	96 988	93 599
Etat	21 685	71 279
Autres dettes		
Clients avoirs et remises à établir	42 485	42 485
Total charges à payer	394 048	406 366

Note 17 - Chiffre d'affaires

La répartition géographique du chiffre d'affaires se présente comme suit :

<i>En euros</i>	Exercice 2008/2009 6 mois			Exercice 2007/2008 12 mois		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de produits finis et marchandises	1 169 466	233 682	1 403 148	4 125 064	131 630	4 256 694
Commissions	0	0	0	5 514	0	5 514
Prestations de services	763	441	1 204	4 613	0	4 613
Provisions pour AAE	72 464	0	72 464	0	0	0
Chiffre d'affaires	1 242 693	234 123	1 476 816	4 135 192	131 630	4 266 822

La répartition du chiffre d'affaires par famille et secteur d'activité est la suivante :

<i>En euros</i>	2008/2009		2007/2008	
	6 mois		12 mois	
Antennes	1 481 831	100%	3 562 346	84%
TV CRT, moniteurs, lecteurs MP3...	-6 219	0%	694 349	16%
Commissions et ports	1 204	0%	10 127	0%
Total	1 476 816	100%	4 266 822	100%

Note 18 - Résultat financier

Ce poste se décompose comme suit :

<i>En euros</i>	1er semestre 2008/2009	1er semestre 2007/2008
Gains de change	17 851	9 841
Autres produits financiers	3 567	12 241
Produits financiers	21 418	22 082
Pertes de change	6 815	42 343
Dépréciation des immos financières	0	1 542
Autres charges financières	76 894	71 317
Charges financières	83 710	115 203
Résultat financier	(62 291)	(93 121)

Les autres charges financières sont principalement composées des intérêts sur compte courant de Medalion.

Note 19 - Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se présente ainsi :

<i>En euros</i>	Charges	Produits
Cessions d'actifs	8 300	14 500
<i>dont régularisation/exercice antérieur</i>		
Dégrèvement fiscal obtenu dans le cadre du plan		0
TVA Etranger		0
Ajustements de créances/dettes du plan de continuation	0	0
Autres charges ou produits exceptionnels divers	87 646	43 030
Résultat exceptionnel	95 946	57 530

Les autres charges exceptionnelles sont principalement composées d'un écart sur stock et les autres produits exceptionnels d'une reprise fiscale sur exercices antérieurs.

Note 20 – Impôt sur les sociétés

Les déficits fiscaux cumulés au 31 mars 2008 s'élevaient à 25.582.709 euros soit un actif d'impôt théorique de 8.527.570 euros. Ces déficits sont indéfiniment reportables en application de l'article 89 de la Loi de finances 2004. Au 30 septembre 2008, il n'y a pas d'impôt sur les sociétés du fait du report des déficits antérieurs.

Note 21 - Engagements hors bilan

➤ Tableau récapitulatif des engagements hors bilan

<i>En euros</i>	30 septembre 2008	31 mars 2008
Engagements donnés sur crédits documentaires	0	0
Gage espèce en garantie des cautions bancaires	0	0
Nantissement d'un fonds de garantie factor	0	0
Effets escomptés non échus	0	0
Engagements sur crédits baux	16 895	19 424
Engagements de locations simples	209 947	251 937
Instruments financiers de couverture de change	0	0
<i>Total engagements donnés</i>	226 842	271 361
Engagement reçus sur crédits documentaires	0	0
Cautions diverses	0	0
Instruments financiers de couverture de change	0	0
<i>Total engagements reçus</i>	0	0

➤ Engagements financiers sur crédits documentaires

De même qu'au 31 mars 2008, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs ou qui pourraient le devenir dans le futur.

➤ Crédit-bail

<i>En euros</i>	Véhicules	Logiciels
Valeur d'origine	191 447	21 096
Amortissements :		
Cumuls exercices antérieurs	160 848	19 382
Dotations de l'exercice		1 714
<i>Total</i>	<i>160 848</i>	<i>21 096</i>
Redevances payées :		
Cumuls exercices antérieurs	159 853	22 910
Versements de l'exercice	5 298	1 528
<i>Total</i>	<i>165 151</i>	<i>24 438</i>
Redevances restant à payer :		
A un an au plus	12 672	0
A plus d'un an et cinq au plus	4 223	0
A plus de cinq ans	0	
<i>Total</i>	<i>16 895</i>	<i>0</i>
Valeur résiduelle	7 508	1

➤ **Engagements en matière de droit individuel à la formation**

	30 septembre 2008	31 mars 2008
Nombre d'heures acquises	380	541

Note 21 – Environnement

Compte tenu de l'activité de la société et de la sous-traitance des opérations de production, il n'a pas été identifié de risques majeurs ou significatifs sur l'environnement. Aucun passif n'a donc été inscrit à ce titre.

Note 22 - Effectifs moyens

➤ **Par catégorie**

	2008/2009	2007/2008
Cadres et agents de maîtrise	6	9
Ouvriers et employés	3	3
<i>Effectif moyen</i>	9	12

➤ **Par fonction**

	2008/2009	2007/2008
Direction	3	3
Ventes et marketing	3	3
MIS	1	1
Achats	1	2
Finances et administration	1	3
<i>Effectif moyen</i>	9	12

Note 23 - Rémunération des organes de direction

Les membres des organes de direction et du conseil d'administration ont perçu globalement au titre de l'exercice 2008/2009 des rémunérations brutes, primes ou indemnités transactionnelles avant impôts, pour un total, en France ou en Corée, de 288 K€ ainsi que 0 K€ d'avantages en nature. Aucun crédit ni avance n'ont été alloués aux dirigeants sociaux.